



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

31 août 2026

N° 342

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

L'ÉDUCATION DES ENFANTS DES CLASSES DÉFAVORISÉES, C'EST LE CADET DES SOUCIS DE L'ÉTAT

La réouverture des classes est fixée au 7 septembre 2026. C'est une grosse inquiétude, mais également une grande frustration comme chaque fois à pareille période dans les familles des classes populaires. Trouver l'argent pour assurer l'éducation d'un ou de plusieurs enfants est chaque année plus compliqué. La situation est d'autant plus difficile depuis le début de la campagne d'extorsion, de vols, de rapines, de kidnappings, de déguerpissements et de tueries des gangs criminels contre les masses populaires depuis environ cinq ans.



Les maigres revenus de la classe ouvrière et des masses populaires ont littéralement chuté, voire ont été anéantis avec le démantèlement d'une bonne partie des activités économiques. De nombreuses entreprises ont disparu, les activités sur les routes nationales sont réduites à leur plus simple expression, bloquant ainsi les échanges commerciaux qui se faisaient entre les habitants des différents coins du pays. Le déguerpissement des populations de leurs quartiers, la destruction de nombreux établissements scolaires, le sabotage des fermes agricoles, la destruction de la production vivrière qui rapportait un peu d'argent aux paysans pauvres, les rapines de toutes sortes, la vie chère : tout cela assombrit l'existence déjà pénible des masses populaires.

La situation est plus critique dans le département de l'Ouest, où vivaient 40 % de la population, ainsi que dans ceux de l'Artibonite et du Centre, où les gangs concentrent l'essentiel de leurs activités criminelles. Mais partout à travers le pays, la population subit les contrecoups désastreux des activités des gangs. À cela il faut ajouter que ces familles ont presque perdu le petit coup de pouce qu'elles recevaient de leurs proches aux États-Unis à cause du durcissement des lois sur l'immigration.

Dans cette société devenue une jungle, les gros avalent les plus petits sans considération aucune. Plus c'est difficile pour les plus pauvres, plus les coûts de l'éducation paraissent inaccessibles. Entre les frais scolaires, l'achat des

uniformes, des chaussures, des valises, le transport et la nourriture, les parents perdent la tête.

L'État bourgeois s'est beaucoup désengagé du secteur éducatif. L'État gère ou finance 15 à 18 % des écoles, dont seulement 4 % dans le secondaire. La situation est pareille pour les écoles supérieures. L'essentiel du système éducatif est confié aux « secteurs privés des affaires » pour qui les profits passent avant tout souci d'éducation.

Selon de nombreux témoignages de parents, en plus de l'argent pour payer les frais scolaires et l'écologie, on leur impose des dépenses additionnelles pendant toute l'année pour des activités diverses pour lesquelles aucun budget n'a été prévu : sport, cours de musique, sorties, fêtes, cérémonies de graduation, etc. À tout moment, l'enfant peut perdre l'année si le parent ne trouve pas l'argent pour satisfaire les caprices de la direction.

Dans l'indifférence et souvent avec la complicité de l'État, les masses exploitées encaissent des coups. Après s'être fait exploiter dans les usines ou avoir croupi au chômage, elles deviennent ensuite les proies des spoliateurs déguisés en éducateurs. Au final, beaucoup de leurs enfants sont exclus du système éducatif. Ainsi fragilisés, ces jeunes constituent une proie facile pour les prédateurs de tout acabit du système capitaliste.

L'école universelle gratuite pour les enfants depuis le préscolaire jusqu'aux écoles supérieures ne verra le jour qu'avec l'engagement conscient des masses populaires pour l'imposer.■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ **Page 1**
- L'éducation des enfants des classes défavorisées, c'est le cadet des soucis de l'État

Leur Société

- ⇒ **Page 2**
- La spoliation des parents d'élève
 - Un énième massacre, piqure de rappel !
 - La commune de Gressier sous la coupe des gangs
 - Expulsions de migrants haïtiens, hypocrisie des dirigeants impérialistes
- ⇒ **Page 3**
- Inscription des électeurs et des candidats : le retour de visages familiaux !
 - Des régions frappées par la sécheresse

Dans les entreprises

- ⇒ **Page 3**
- Réduction drastique des activités de la Food For the Poor
 - Sonapi : Des milliers d'ouvriers envoyés au chômage
 - Kay Abraham : Un payroll pas comme les autres.
 - Edikasyon pitit klas popilè yo pa priyorite leta

Dans l'international

- ⇒ **Page 4**
- Ceuta : l'afflux massif de migrants marocains

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LEUR SOCIÉTÉ

LA SPOLIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES

Parallèlement au désengagement de l'État dans l'éducation des enfants des classes populaires, l'initiative privée gagne la part du lion, couvrant plus de 80 % de l'offre éducative. Cela donne un système éducatif à plusieurs vitesses où les parents se font littéralement dépouiller pendant toute l'année scolaire.

Les frais dont doivent s'acquitter les parents pour leurs enfants pendant une année scolaire sont multiples, variés et souvent hors de portée pour la majorité des familles des classes populaires.

Il y a en premier lieu l'écolage, dont le paiement est étalé en plusieurs versements sur l'ensemble de l'année scolaire. Chaque année, ces frais scolaires subissent des hausses arbitraires qui découragent beaucoup de parents.

Ensuite, il y a une panoplie d'autres frais et exigences faites aux parents pendant

l'année qui témoignent dans certains cas d'un système d'extorsion bien rodé de la part des directeurs.

Prenons par exemple les fournitures didactiques. Certaines écoles exigent que les parents les achètent à l'école. Et parfois les prix sont trois à cinq fois supérieurs aux prix courants. Des écoles font elles-mêmes les uniformes, les chaussettes et d'autres accessoires. Mais un seul uniforme acheté à l'école peut coûter autant que plusieurs uniformes confectionnés chez un tailleur du quartier. C'est la même chose pour les livres,

etc.

Il y a également des activités de toutes sortes qui ponctuent l'année scolaire. Les fêtes, les sorties, les activités parascolaires ou récréatives, etc., et même les examens. Toutes sont l'occasion d'exiger de l'argent aux parents. Mais là où ces exigences peuvent prendre un caractère scandaleux, c'est à l'occasion des cérémonies dites de « graduation ». Cette cérémonie, généralement fantaisiste, offre l'occasion de saigner les parents à blanc. Ils vont jusqu'à confisquer les résultats des élèves pour contraindre les parents à payer. ■

UN ÉNIÈME MASSACRE ! PIQÛRE DE RAPPEL !

Dans la nuit du 23 au 24 août 2026, les assassins du groupe terroriste Viv-Ansanm ont à nouveau attaqué les habitants qui vivent encore dans les derniers km² de la commune de Kenscoff qui ne sont pas sous leur emprise. L'onde de choc provoquée par l'horreur des crimes commis, plus d'une quarantaine de morts, des dizaines de blessés, des disparus, des personnes séquestrées, etc., a plongé le pays dans l'émoi. Mais au-delà de Kenscoff, cette avancée est un signal lancé sur leur intention de prendre tout le pays. Sans l'intervention des classes populaires des différents départements du pays, de toutes celles et de tous ceux qui ne souhaitent pas que ces barbares étendent partout leur dictature, cette perspective ne semble être qu'une question de temps.

Alors que la classe politique et le gouvernement s'étripent dans l'organisation d'hypothétiques élections générales fixées au mois de décembre 2026, que les masses populaires se débattent pour une réouverture des classes qui s'annonce plus que compliquée, les gangs, eux, non seulement consolident leur pouvoir et leurs territoires mais continuent d'élargir leur emprise sur le pays.

Surplombant les communes de Pétion-Ville et de Port-au-Prince, la commune de Kenscoff constitue une position stratégique pour les gangs. En effet, sa conquête totale leur permettrait d'attaquer les autres communes non encore sous leur contrôle au niveau du département de l'Ouest, pour se projeter vers le grand Sud et le grand Nord.

Ces dernières semaines, ils étaient très actifs sur la nationale #2. Dans leur ligne

de mire : la conquête de la commune de Léogâne qui leur résiste jusqu'à présent.

Sur la nationale #1, les gangs essaient de foncer sur la commune de l'Arcahaie, l'une des rares communes qui résiste dans la région. La ville de Saint-Marc n'est pas en reste. Ils y organisent une campagne de déstabilisation depuis de nombreuses semaines pour paniquer la population.

Pour le moment, en dehors de quelques résistances par-ci par-là, ces malfrats semblent évoluer en terrain conquis. Ils avancent leurs pions, mettent à exécution leur projet criminel sans grande difficulté. Le gouvernement et ses forces de sécurité, la Police et l'Armée, sont ridiculisés.

La farce et l'hypocrisie des dirigeants impérialistes sautent aux yeux. Après l'échec de la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMSS) conduite par le Kenya, la Force de suppression des gangs (FSG) ne fait

pas mieux. De l'avis même de ceux qui sont au sein de ce processus de duperie, les promesses des dirigeants capitalistes ne sont pas honorées, la situation d'Haïti est loin d'être leur principale préoccupation.

Entre-temps, la situation continue de dégénérer. Un des principaux chefs de gang a appelé l'État à capituler pour mettre fin à la souffrance de la population. Selon lui, pour chacun de ses soldats tombés au combat avec les forces de sécurité du gouvernement, la population paiera cinq fois plus cher.

La mobilisation et les luttes conscientes des masses exploitées représentent la seule alternative contre les gangs. L'organisation et la conscientisation des masses opprimées devraient constituer le programme des révolutionnaires. Plus ils seront nombreux à s'y engager, plus tôt les masses mettront fin à leur souffrance. ■

LA COMMUNE DE GRESSIER SOUS LA COUPE DES GANGS

Les habitants de Gressier ont une fois de plus été victimes d'une attaque criminelle perpétrée par les gangs de Grand Ravine. Ces derniers continuent de faire couler du sang, de contrôler davantage de territoires et de rançonner la population en multipliant les points de péage.

Bazelais, Échalote, Bellevue et Jasmin sont des quartiers de Gressier dont les habitants ont subi en l'espace d'un mois environ deux attaques criminelles. Plus de 25 personnes ont été tuées, et d'autres sont portées disparues. Des maisons ont été pillées puis incendiées. De nombreuses personnes ont fui la zone pour échapper à la fureur des assassins.

Les localités où ces massacres ont eu lieu sont situées le long d'une route secondaire serpentant à travers les collines, reliant Carrefour à Gressier et à Léogâne via Dégand. La route principale étant bloquée sur tout le tronçon allant de Martissant à Gressier en passant par Carrefour, ce sont les moto-taxis qui assurent le transport sur cet itinéraire. Dégand est une localité de la

commune de Carrefour ; les motocyclistes la citent souvent comme point de repère sur le trajet entre Carrefour et Léogâne. Trois points de péage jalonnent ce parcours : à l'un d'eux, des bandits armés exigent 100 gourdes, tandis qu'aux deux autres, ils réclament 250 gourdes chacun. La commune de Gressier est sous le contrôle de chefs de gang (Boutboy, Kili et leurs acolytes) liés à Grand Ravine, dont le chef principal est Renel Destina, mieux connu sous le nom de « Ti Lapi ».

Dans le quartier de Jasmin, une barrière est gérée par une brigade ; les motocyclistes venant de Léogâne ou de Carrefour ne sont pas autorisés à passer. Le passager est obligé de descendre pour prendre un autre motocycliste de l'autre côté de la barrière. La présence de cette brigade n'empêche pas les attaques

armées des bandits, qui nuisent gravement aux habitants de ces localités. Face aux attaques subies par la population de Gressier, le gouvernement et la police sont restés inactifs ; depuis près de deux ans, des hommes armés occupent Gressier et veulent progresser pour s'emparer de la ville de Léogâne.

Il y a environ deux ans, les habitants de Léogâne et de certains quartiers de Gressier avaient organisé une résistance pour empêcher les bandits de s'emparer de la ville. Cette fois, la résistance doit se renforcer et mener une offensive pour reconquérir le territoire contrôlé par ces sanguinaires. C'est le seul moyen pour la population de retrouver la paix face aux bandits. ■

EXPULSIONS DE MIGRANTS HAÏTIENS, HYPOCRISIE DES DIRIGEANTS

En l'espace d'une semaine, les jeudi 20 et jeudi 27 août 2026, l'administration américaine a expulsé 218 migrants haïtiens via l'aéroport international du Cap-Haïtien. Les autorités américaines promettent d'accélérer ces expulsions dans les prochains jours, à raison d'environ 500 personnes par semaine.

Stigmatisés, criminalisés, emprisonnés pour certains, ces Haïtiens

sont renvoyés dans un pays en plein chaos, où des gangs criminels sèment la mort partout sur leur passage.

Les États-Unis ne sont pas le seul pays dont les dirigeants de la classe bourgeoise ont décidé de pourrir l'existence des migrants haïtiens. Depuis 2024, la République dominicaine bat des records, avec l'expulsion de 10 000 migrants haïtiens par semaine. Les îles britanniques, la Jamaïque, etc., ne sont pas

en reste. Régulièrement, les dirigeants de ces pays renvoient des Haïtiens qui fuient la violence et la misère de leur pays.

Une attitude qui contraste avec les discours officiels de ces guignols dans les organisations internationales telles que l'ONU, l'ÔEA, la CARICOM et les ONG. Là, ils se disent du côté de la population haïtienne et affirment travailler à la résolution de la crise. Mais, sur le terrain, leur politique produit l'effet contraire. ■

INSCRIPTION DES ÉLECTEURS : LE RECYCLAGE DE VIEUX ROUTIERS !

Le CEP (Conseil Electoral Provisoire) prévoit d'organiser les élections les 13 décembre 2026, malgré les préoccupations persistantes sur l'insécurité. Les bureaux d'inscription ont ouvert leurs portes conformément au calendrier électoral. L'inscription des électeurs et des candidats a déjà commencé. Toutefois, on constate un manque d'enthousiasme manifeste de la part de la population, contrairement aux candidats qui font la queue pour s'inscrire.

Le Conseil électoral provisoire a lancé le processus d'inscription pour les prochaines élections dans le pays. Depuis le 20 juillet, des bureaux d'inscription des électeurs sont ouverts dans neuf départements, notamment dans les chefs-lieux des provinces. Dans le département de l'Ouest, les observations réalisées dans les lycées et les autres sites accueillant ces bureaux révèlent une faible affluence. Ces bureaux sont situés dans des zones qui ne sont pas sous le contrôle de gangs armés.

Dans le climat d'insécurité qui règne sur la majeure partie du territoire, la

population, tant dans la capitale qu'ailleurs, manifeste peu d'intérêt pour ces élections. Les citoyens ne se pressent pas pour s'inscrire ni ne montrent de volonté de participer au processus électoral, contrairement à l'image que le gouvernement et de nombreux candidats tentent de projeter.

Ce sont principalement les chefs de partis politiques et les aspirants candidats qui cherchent à mobiliser leurs partisans pour qu'ils s'inscrivent. La plupart des hommes politiques qui s'y présentent sont des visages connus : des grands mangeurs qui ont déjà siégé au sein de gouvernements précédents ou occupé des

postes de direction à la tête de l'État. Ils ont tous défendu les intérêts d'une seule classe : les nantis qui contrôlent les richesses du pays, des richesses accumulées grâce à l'exploitation de la force de travail de la classe ouvrière et des masses populaires, ainsi que par le pillage et le vol de ressources qui pourraient servir l'ensemble de la population.

L'insécurité qui ravage le pays ne montre aucun signe d'apaisement. Mais cela ne semble pas être la préoccupation de ces politiciens qui cherchent à tout prix à prendre le pouvoir pour s'enrichir. Ces derniers ne représentent pas les aspirations de la classe ouvrière ni celles des masses pauvres. ■

DES RÉGIONS FRAPPÉES PAR LA SÉCHERESSE

Le manque de pluies qui frappe plusieurs régions du pays crée une situation de sécheresse qui a de graves conséquences sur les familles paysannes et l'ensemble de la population.

Pendant tout le mois d'août, de plus en plus de voix se sont élevées pour exprimer la crainte quant à la sécheresse qui touche certaines régions du pays. Des habitants, particulièrement des agriculteurs, de Fonds-Verrettes, de plusieurs communes dans la Grand'Anse et du Sud constatent la diminution drastique des précipitations, particulièrement cette saison, alors que nous sommes dans une saison réputée pluvieuse, où la pluie tombe plus abondamment que le reste de l'année.

Pour les agriculteurs dont les

activités agricoles sont totalement dépendantes de la pluie, cette diminution des pluies est synonyme de pertes de récoltes, de famine et donc de plus de misère.

Dans certaines zones, la situation a déjà pris une tournure critique. Des rivières et sources sont asséchées ; les habitants doivent parcourir des distances de plus en plus grandes pour trouver l'eau pour les activités quotidiennes. La situation est telle que l'on rapporte la mort du bétail après plusieurs jours sans avoir été abreuvé.

Haïti n'est pas le seul pays concerné par

ce phénomène. L'ensemble des pays de la planète est touché avec des conséquences sur la vie des populations qui peuvent varier d'un pays à un autre. Ce phénomène est lié à El Niño, une hausse de température de la surface de l'océan Pacifique qui provoque un courant d'air chaud empêchant la formation des précipitations dans l'atmosphère.

En général, dans ce genre de situation, ce n'est pas le phénomène naturel qu'il faut craindre, mais l'organisation sociale capitaliste qui transforme ces phénomènes en catastrophes humaines. ■

DANS LES ENTREPRISES

RÉDUCTION DES ACTIVITÉS DE LA FOOD FOR THE POOR

En raison de la vague de violence des gangs criminels dans le pays, la direction de la FFP a limité ses opérations. Les premières victimes sont les plus démunis qui bénéficiaient d'une petite manne de cette ONG.

Faire sortir ses conteneurs depuis la douane de Port-au-Prince, puis les acheminer d'un point à un autre dans la capitale et dans les villes de province devenait un véritable parcours du

combattant. Les coûts exorbitants pour payer les malfrats sur les routes nationales, les menaces contre les employés et les véhicules ont contraint les responsables à revoir leurs plans. Pire, les gangs envoyaient leurs camions récupérer les dons entreposés jusque dans les dépôts de l'institution. Plusieurs cadres de la FFP ont été kidnappés, d'autres sont quitté le pays.

Pour l'instant, la FFP maintient un minimum d'activités essentiellement au niveau de la deuxième ville du pays, Cap-Haïtien.

C'est une certaine morosité qui règne sur la cour de son siège central de Port-au-Prince situé dans les environs de Cité-Soleil où sévissent plusieurs gangs criminels. De nombreux travailleurs du petit personnel ont été licenciés.

Cet exemple illustre encore que l'enrichissement des gangs, la violence qu'ils utilisent pour atteindre cet objectif, se font au détriment des classes laborieuses et des couches pauvres de la population. Elles seules ont les raisons fondamentales de voir cette situation disparaître. ■

SONAPI : DES MILLIERS D'OUVRIERS ENVOYÉS AU CHÔMAGE

L'usine coréenne Wilbes qui occupait les bâtiments 42 et 36 dans le parc SONAPI vient de fermer définitivement ses portes au cours de la semaine du 23 août 2026. Ce sont environ 3000 ouvriers qui sont mis au chômage.

Wilbes est une usine Corréenne qui s'est installée au parc sonapi il y a plus d'une vingtaine d'année. A son apogée, Wilbes occupait près de 6 bâtiments 35, 34, 36, 45, 42 et 41. Mais depuis la crise, les activités se sont réduites et concentrées dans seulement 2 bâtiments.

Les bruits concernant la fermeture

avaient commencé à courir depuis le mois de juin. Mais depuis le début de l'année, l'usine affichait des problèmes de fonctionnement qui le présageaient.

Les matériaux et les matières premières avaient diminué. Les dirigeants avaient fait le choix de licencier des lignes entières et de réduire le nombre de jour de travail à 4 jours par semaine puis à 3.

Après avoir exploité la force de travail des ouvriers pendant plus de 20 ans le patron a décidé de passer à autre chose en se sauvant avec les millions accumulés. Alors que pour les ouvriers c'est la misère et le chômage qui les attendent.

Une société où le sort de milliers de travailleurs dépend d'un seul individu n'est pas viable, elle doit être renversée. ■

KAY ABRAHAM : UN PAYROLL PAS COMME LES AUTRES

Très remontés, nous étions environ 500 travailleurs à quitter l'usine à midi pour aller chercher notre paie à la banque, le mardi 18 août 2026. Cela avait tout l'air d'une manifestation.

Prévu pour le samedi 15 août, le paiement de la quinzaine devait être effectué dès le jeudi 13 août afin d'anticiper les deux jours fériés du week-end, vendredi 14 et samedi 15 août. Mais le patron nous avait demandé un sursis jusqu'au lundi 17 août. Rebelote : lundi encore, il n'était toujours pas prêt, mais il nous a rassurés pour le mardi 18.

Mardi, un membre de la direction a pris la parole et a commencé à bafouiller un discours. À ce moment-là, nous avons

compris que la direction voulait un troisième report du paiement. Nous nous sommes mis à protester. Finalement, il nous a dit que l'argent était déjà disponible à la banque.

Sur la route de l'aéroport, nous avons formé plusieurs sous-groupes pour éviter tout embouteillage dans les succursales des banques. Certains ont pris la direction du parc SONAPI, d'autres se sont rendus à Delmas, d'autres encore à Pétion-Ville.

Jusqu'à 3 heures PM, la banque n'était toujours pas autorisée à nous donner de l'argent.

Ce n'est qu'autour de 4 heures que les premières distributions ont eu lieu. La majorité des travailleurs sont rentrés bredouilles chez eux, sans un sou. Ils ont dû refaire le même circuit pour retirer leur argent le lendemain.

À chaque payroll, nous perdons l'équivalent d'une demi-journée de travail pour aller retirer notre argent, soit à la banque, soit à un distributeur de billets. Cette fois-ci, ce sont trois demi-journées que nous avons perdues par la faute du patron. Que les responsables en paient les conséquences.■

PAWÒL TRAVAYÈ

Edikasyon pitit klas popilè yo pa priyorite Leta

Ouvèti lekòl la fikse pou 7 septanb 2026. Nan mitan fanmi klas travayè ak mas popilè yo, se gwo tèt chaje chak fwa peryòd sa a rive. Paske voye youn, 2 oubyen 3 timoun lekòl tounen yon kalvè ki twòp pou yo. Sitiyasyon an vin pi konplike depi lè zak kriminèl yo, degèpisman, kraze brize, gang yo ap fè nan peyi a anviwon 6 lane.

Anpil aktivite ki te konn pèmèt fanmi travayè, peyizan pòv ak djòbè yo rantre ti kòb prèske disparèt. Anpil antrepriz fèmèn, wout nasyonal yo bloke. Lekòl kraze, kidnaping, pwen peyaj, rakèt tout kalte, lavi chè, lwaye kay tèt nèg.

Sitiyasyon sa a kritik nan depatman Lwès, Latibonit ak nan depatman Sant kote gang yo kontwole yon bon pati nan tèritwa sa yo. Men abitan lòt vil yo sibi konsekans move lavi a prèske menm jan. Yon lòt kote, kout men anpil nan fanmi te konn jwenn bò kote zanmi ak fanmi ki tap viv lòt bò dlo, Etazini pa ekzanp, diminye oubyen disparèt.

Men plis sitiyasyon an ap vin pi mal, se plis mwayen pou voye yon timoun lekòl koute chè pou yon manman oubyen yon papa pitit ki lage nan chomaj. Soti nan peye frè rantre lekòl, achte inifòm ak soulye, valiz, liv, jwenn lajan pou peye transpò, fè bwat pou timoun, sitiyasyon an vin pi difisil.

Edikasyon pitit malere ak malerèz pa priyorite Leta. Soti nan sa yo rele “lekòl preskolè, lekòl fondamantal pase nan segondè ak lekòl pwofesyonèl rive nan inivèsite, patisipasyon Leta tou piti. Lè yo vle fè chantaj, yo lage yon myèt pou kèk paran ki pi pòv yo, men sa chanje anyen nan degrengolad sistèm edikatif la.

Majorite paran yo oblije pote tèt yo bay sèktè prive. Anpil fwa, kesyon edikasyon an plis sèvi dra pou pemèt rakètè sa yo fè lajan. Anplis gwo lajan paran yo peye pou lekòl la, yo oblije paran peye pou divès lòt aktivite pandan ane a: èspò, mizik, fèt oubyen gradyasyon, elatriye. Timoun nan riske pèdi plas li nan lekòl la si paran pa gen mwayen pou peye kòb sa yo.

klas travayè a ansanm ak mas polilè yo ap pran kou. Leta ki osèvis patwon ki toujou ap peye yo yon salè mizè, gwo komèsan kap fè mache nwa, ki asosye yo ak gang kriminèl, edikasyon ki gen pou wè ak avni pitit malere pap janm preokipasyon li.

Lekòl inivèsèl gratis san distenksyon pou tout timoun, soti nan kindègaden rive nan lekòl siperyè pap ateri san angajman ak batay konsyan klas travayè a ak mas popilè yo.

OTR-UCI, mèkredi 26 out 2026
Annou kote sou fòs nou !

DANS L’INTERNATIONAL

CEUTA : L’AFFLUX MASSIF DE MIGRANTS MAROCAINS

La petite enclave espagnole de Ceuta, située au nord du Maroc, en Afrique, a été le théâtre d’un afflux massif de migrants marocains. Près de 70 000 personnes, dans leur écrasante majorité des jeunes, avaient traversé la frontière à la nage pour fuir la misère et le chômage. Parmi elles, plus d’une centaine ont perdu la vie.

Sur les quelque 70 000 Marocains qui s’étaient retrouvés dans cette enclave espagnole d’environ 80 000 habitants, entre 5 000 et 10 000 se trouveraient encore sur le territoire espagnol, selon les autorités. Ils sont enfermés dans des centres et des camps de réfugiés, tandis que la majorité d’entre eux ont été refoulés vers le Maroc.

Cette arrivée massive et subite de migrants a suscité une montée des relents xénophobes, aussi bien dans ce petit territoire qu’à travers certaines parties de l’Europe.

En Italie, sous le gouvernement de Giorgia Meloni, les voyageurs en provenance d’Espagne font l’objet de contrôles rigoureux, alors même que l’Espagne et l’Italie appartiennent à l’espace Schengen, qui permet normalement aux ressortissants des pays membres de circuler librement à l’intérieur de cet espace.

En proie aux ressentiments et à la haine antimigrants véhiculés notamment par l’extrême droite, une partie de la population a réagi à cet afflux massif de migrants marocains par des manifestations et des actes de violence.

La semaine dernière, le 27 août, des manifestants ont de nouveau pris pour cible des migrants et incendié des installations sur

une plage. Ils sont même allés jusqu’à bloquer des véhicules de la Croix-Rouge. Du pain béni pour l’extrême droite, qui cherche à dresser les peuples les uns contre les autres sur fond de nationalisme et à encourager la guerre entre les pauvres, tandis que la grande bourgeoisie, principale responsable de cette barbarie, est largement épargnée.

De son côté, Pedro Sánchez, l’actuel Premier ministre espagnol, a démenti, lundi 30 août, toute hypothèse selon laquelle le Maroc chercherait à déstabiliser son gouvernement. Il

a, en revanche, pointé du doigt Israël et la Russie.

Quelles que soient les intrigues que les dirigeants européens et espagnols ont pu déceler autour de ce qui s’est produit à Ceuta à la fin du mois de juillet, une chose reste évidente : le capitalisme a achevé de transformer le monde en un espace de barbarie, où les peuples, poussés par la misère, le chômage et les guerres, sont contraints de risquer leur vie pour tenter d’échapper à leurs conditions d’existence.■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D’UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D’UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L’ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.